

## MÉDIAS

# La liberté de la presse dégringole

**La liberté de la presse a connu une «régression brutale» en 2014,** notamment à cause d'actions de divers groupes islamistes.

**S**elon le classement annuel de Reporters sans frontières publié jeudi, il s'agit d'une «régression brutale», conséquence, entre autres, des actions de l'État islamique et de la secte nigérienne Boko Haram.

Sept indicateurs permettent d'établir cette carte mondiale : niveau des exactions, étendue du pluralisme, indépendance des médias, environnement et autocensure, cadre légal, transparence et infrastructures.

«*Il y a eu une détérioration globale liée à des facteurs très différents, avec l'existence de guerres de l'information, l'action de groupes non étatiques qui se comportent en despotes de l'information*», explique à l'AFP le secrétaire général de RSF Christophe Deloire.

«*2014 est l'année d'une régression brutale pour la liberté de l'information. Les deux tiers des 180 pays classés font moins bien que dans l'édition précédente*», explique RSF qui, en parallèle, résume les atteintes à la liberté de

la presse dans un indice.

La Syrie remporte le titre de pays le plus dangereux du monde pour les journalistes, stagnant à la 177<sup>e</sup> place sur 180, juste après la Chine (176<sup>e</sup>), devant le Turkménistan (178<sup>e</sup>), la Corée du Nord (179<sup>e</sup>) et l'Érythrée (180<sup>e</sup>), même quator depuis l'an dernier.

L'Irak, 156<sup>e</sup> et le Nigeria, 111<sup>e</sup>, ont «*vu cette année encore l'apparition de "trous noirs" de l'information*», ajoute RSF, rappelant par ailleurs que «*l'extension des exactions*» commises par l'organisation État islamique, en Irak et en Syrie, «*ont poussé à la fuite des journalistes*».

L'Italie quant à elle, chute de 24 places et arrive au 73<sup>e</sup> rang, après l'explosion de «*menaces, notamment de la mafia, et des procédures en diffamation abusives*».

## Conflits d'intérêts

«*De Boko Haram à l'État islamique, en passant par les narcotrafiquants latinos ou la mafia sicilienne, les motivations varient mais le principe est le même : réduire au silence, par la peur ou par les représailles*», écrit RSF.

Pour la cinquième année consécutive, la Finlande conserve la première place du classement, suivie cette année par la Norvège et le Danemark, qui se glisse dans le trio de tête.

Plusieurs petits États européens régressent toutefois dans

le classement : le Luxembourg passe de la 4<sup>e</sup> à la 19<sup>e</sup> place, le Liechtenstein de la 6<sup>e</sup> place à la 27<sup>e</sup>, et Andorre de la 5<sup>e</sup> à la 32<sup>e</sup> place, plus forte chute.

«*Ce sont des situations assez comparables, avec une proximité entre les pouvoirs politiques, économiques et médiatiques qui génère des conflits d'intérêts extrêmement fréquents et qui ne cesse de gagner en importance*», explique l'ONG.

La Bulgarie conserve le dernier rang des pays de l'Union européenne. Autre mauvais élève européen, la Grèce, qui gagne 8 places mais se retrouve 91<sup>e</sup>, derrière le Koweït.

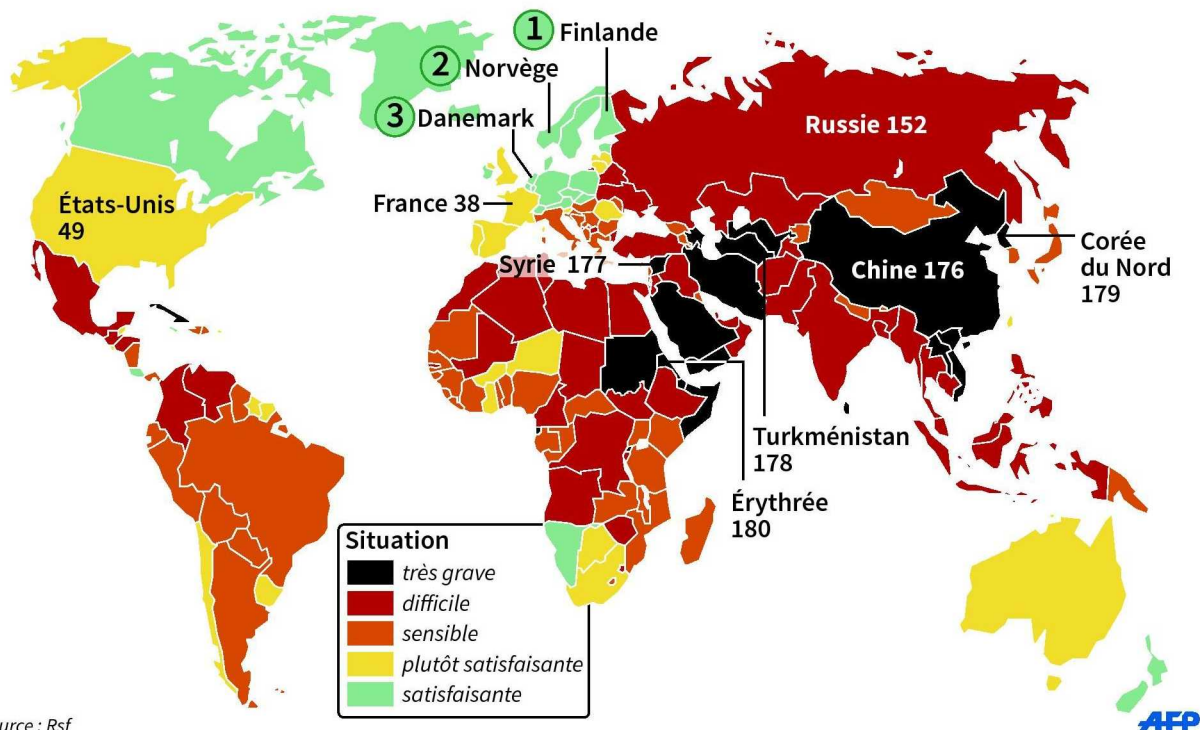
De son côté, la France remonte d'une place, au 38<sup>e</sup> rang – le classement ne prenant pas en compte l'attaque du 7 janvier dernier contre la rédaction de Charlie Hebdo, précise RSF. L'ONG déplore toujours un «*secret des sources trop peu protégé*» en France.

Reporters sans frontières relève par ailleurs «*l'intensification de la violence envers les reporters et les net-citoyens couvrant les manifestations*», citant les cas de l'Ukraine, de Hongkong, du Brésil et du Venezuela, qui perd 21 places et se retrouve 137<sup>e</sup>.

Malgré une amélioration en Côte d'Ivoire, qui a gagné 15 places (86<sup>e</sup>), les États africains figurent toujours parmi les plus mal classés. La Libye perd d'ailleurs 17 places (154<sup>e</sup>). ■ **A.L.G.**

## Liberté de la presse : «régression brutale» en 2014

Classement mondial établi par Reporters sans frontières



Source : Rsf